

La grève jusqu'au retrait se prépare (tract n°4)

Le syndicat FO ADP communique les dernières informations

Les prises de positions en soutien à la grève

L'union départementale FO de Seine Saint Denis ayant compétence sur les plateformes de Roissy et du Bourget apporte son soutien :

" Dans l'unité, les syndicats appellent les salariés d'Aéroports de Paris à la grève et manifestation du 1er au 5 juillet 2021. FO 93 leur apporte un soutien total et entier dans les revendications qui sont à l'origine de ce mouvement.

La direction d'ADP a décidé de s'attaquer au statut des salariés de l'entreprise par la remise en cause des salaires, des primes et des contrats de travail.

La direction de l'entreprise ne pourrait pas agir ainsi sans l'aval de l'actionnaire, l'Etat, qui donc cautionne cette casse du statut.

Après avoir mis en place une rupture conventionnelle collective qui a concerné 1 150 emplois maintenant la direction d'ADP engage de manière unilatérale un plan de sauvegarde de l'emploi avec une régression sans précédent des droits et acquis des salariés en s'appuyant sur la crise sanitaire.

FO 93 demande le retrait de ce plan et soutient la mobilisation des salariés d'ADP du 1er au 5 juillet 2021."

Après la manifestation spontanée de 150 agents sur CDG, le 2 juin dernier.

Après l'assemblée générale des SSLIA (Pompiers) en présence des syndicats CGT, UNSA, CFDT, CGC, et FO votant la grève du 18 juin, le 3 juin.

Après l'assemblée générale de la CTFE (centrale thermique) votant également la grève,

Après les agents de la DSI qui signalent que la pétition – qu'ils ont initiés – a recueillie plus de 70 signatures,

Après une nouvelle mobilisation d'agents sur CDG, le 10 juin dernier,

➤ Ce jour, 14 juin 2021:

- **Devant le bâtiment Venus à CDG, 70 agents (notamment de DIA, IMO, DSI, et d'autres services...) votent à leur tour la grève pour le 18 juin prochain,**
- **45 agents réunis devant le PC votent également la grève,**

Des agents de plusieurs services comme à l'Apoc d'Orly organisent les caisses de grève.

TOUS AUX ASSEMBLEES GENERALES POUR DECIDER COLLECTIVEMENT

A Orly,

Le 15 juin, de 11h00 à 12h00, au parc central, devant le restaurant du CSE. (Heures d'informations déposées par FO)

Le 16 juin, de 11h00 à 12h00, Orly 4, salle club 4eme étage.

A Roissy,

Le 15 juin, de 08h20 à 09h20, devant le restaurant CSE en Zone Technique ;

de 14h00 à 15h00, en salle Etoile CDGE ;

Le 16 juin, de 08h20 à 09h20, devant l'entrée du Module J à CDGA ;

Le 17 juin, de 14h00 à 15h00, devant le bâtiment Dôme à Roissypole. (Heures d'informations déposées par CGT)

La Fédération nationale FO (Feets-fo) ayant compétence dans l'aérien apporte son soutien avec le communiqué suivant : " L'Etat et la direction d'Aéroports de Paris doivent retirer leurs mesures de casse sociale !

Depuis le début de la pandémie du coronavirus, le secteur du transport aérien est dans une situation catastrophique, les salariés en sont les premières victimes ! Cela fait plus d'un an, du fait d'une activité en pointillée et au-delà du risque sanitaire auquel ils sont directement exposés, qu'ils subissent des pertes importantes de rémunérations et une forte dégradation de leurs conditions de travail. Toutes les prévisions et les comparaisons internationales montrent que le trafic aérien a vocation à reprendre progressivement avec la vaccination. Aéroports de Paris a néanmoins élaboré un accord de rupture conventionnelle collective de 1150 salariés dont 700 qui ne seront pas remplacés.

Comme si cela ne suffisait pas, la direction de l'entreprise publique a engagé de manière unilatérale un plan d'adaptation des contrats de travail accompagné d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Cela se traduira par une reprise de l'activité « d'avant-crise » avec parfois jusqu'à 20% de salaire en moins et une mobilité géographique imposée pour les salariés. La direction d'ADP et son actionnaire majoritaire, l'Etat, prennent le prétexte de la situation de crise dans le transport aérien pour tenter d'engranger toujours plus de profits en sacrifiant les salariés et préparer le retour du projet de privatisation.

Quelles autres raisons pourraient justifier une telle casse sociale pour des milliers de salariés ? Pourquoi paupériser davantage ces salariés ? Et pour ceux qui resteront en place, souvent sur des plannings à horaires décalés, pourquoi leur imposer une mobilité forcée engendrant une augmentation des temps de trajets ? Et que dire de l'engagement d'une dépense de 1,2 milliard d'euros pour l'achat d'aéroports indiens ?

L'ITF (Fédération internationale des transports) et l'ETF (Fédération Européenne des transports) "expriment leur solidarité avec les syndicats d'Aéroports de Paris" et exigent qu'Aéroports de Paris "abandonne son plan brutal"

The International Transport Workers' Federation (ITF) and its European arm, the European Transport Workers' Federation (ETF) express their firm solidarity with French trade unions as they prepare to take industrial action at the Aéroports de Paris (Charles de Gaulle-Roissy and Orly airports) between 1 July and 5 July.

The ITF and ETF also fully support the demonstrations planned by French unions at Orly and Charles de Gaulle airports before the 5-day strike.

The dispute is over mass dismissals and a long-term and unilateral plan by Aéroports de Paris to bring in new work contracts for employees at the airports, which unions say will lower pay, job losses and a reduction in rights and bonuses for employees.

The strike is being jointly called by the CGT, CFE-CGE, Unsa, CFDT and FO unions, who said in a joint press release that the proposals will "definitively remove more than a month's salary from all employees and force them to accept geographical mobility that will generate additional commuting time."

Nowadays, aviation industry leaders in France are making statements pointing out that the desire to travel is unbroken and supported by the vaccination campaign and extensive testing there will soon be a significant increase in passenger numbers again in the summer. Moreover, air cargo volumes have witnessed massive increases, even surpassing pre-pandemic times. (...)

The Covid-19 pandemic has made clear the importance of the civil aviation industry, to save people's lives, to guarantee their safety and that of our communities, to give relief to the paralysed economy. We demand that Aéroports de Paris drops its brutal and unilateral plan immediately and commit to beginning negotiations with all the unions representing its workforce toward a fair settlement in good faith. We will be monitoring the situation closely and we will mobilise our aviation affiliates into solidarity with their colleagues in France.

Les salariés d'Aéroport de Paris et leurs organisations syndicales, dont le syndicat FORCE OUVRIERE d'ADP, refusent d'être les victimes de cette politique qui ne se justifie pas ! Sans salariés, les avions resteront à terre ! La grève s'organise dans les prochaines semaines et notamment pour la période du 1er au 5 juillet ! La Fédération FORCE OUVRIERE de l'Equipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO) apporte son soutien à la grève des salariés d'ADP pour le retrait de l'ensemble des mesures de casse sociale. La direction d'ADP et l'Etat, s'ils s'obstinent, seront les seuls responsables des perturbations sur les vols à venir et leurs conséquences sur les voyageurs !"

La Fédération nationale FO de l'enseignement (FNEC-FP-FO) apporte son soutien par le communiqué

suivant : "Les organisations syndicales d'Aéroports de Paris (ADP), dont Force Ouvrière ADP, ont lancé un appel à la grève du 1er au 5 juillet pour obtenir le retrait du plan d'adaptation des contrats de travail (PACT) qui doit entraîner des baisses de salaire, et du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Alors que l'État, actionnaire majoritaire a validé l'achat pour 1,2 milliard d'euros en 2020 des aéroports indiens (GMR) par ADP, alors que 1 150 salariés partent déjà dans le cadre d'une Rupture Conventionnelle Collective, alors que les salariés du transport aérien subissent depuis plus d'un an des pertes importantes de rémunérations et une forte dégradation de leurs conditions de travail, la direction de l'entreprise publique a engagé de manière unilatérale un plan d'adaptation des contrats de travail accompagné d'un PSE, qui pourrait entraîner jusqu'à 20% de salaire en moins et la mobilité imposée aux salariés. Ces mesures de destruction des acquis sociaux préparent le retour au projet de privatisation. Elles sont intolérables. Le syndicat FO d'ADP et sa fédération la FEETS-FO peuvent compter sur la FNEC FP-FO pour les soutenir dans leurs revendications et leur action."

La Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) et son antenne européenne, la Fédération européenne des ouvriers du transport (ETF) expriment leur ferme solidarité avec les syndicats français alors qu'ils se préparent à mener une action collective aux Aéroports de Paris (Charles de Gaulle-Roissy et aéroports d'Orly) entre le 1er juillet et le 5 juillet. L'ITF et l'ETF soutiennent également pleinement les manifestations prévues par les syndicats français dans les aéroports d'Orly et Charles de Gaulle avant la grève de 5 jours.

Le différend porte sur des licenciements massifs et un plan unilatéral à long terme d'Aéroports de Paris visant à mettre en place de nouveaux contrats de travail pour les employés des aéroports, qui, selon les syndicats, entraîneront une baisse des salaires, des suppressions d'emplois et une réduction des droits et des primes des employés.

La grève est convoquée conjointement par les syndicats CGT, CFE-CGE, Unsa, CFDT et FO, qui ont déclaré dans un communiqué commun que les propositions « supprimeront définitivement plus d'un mois de salaire de tous les salariés et les obligeront à accepter la mobilité géographique. cela générera du temps de trajet supplémentaire.

De nos jours, les leaders de l'industrie aéronautique en France font des déclarations soulignant que le désir de voyager est ininterrompu et soutenu par la campagne de vaccination et des tests approfondis, il y aura bientôt une augmentation significative du nombre de passagers à nouveau en été. De plus, les volumes de fret aérien ont connu des augmentations massives, dépassant même les périodes d'avant la pandémie. (...)

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence l'importance de l'industrie de l'aviation civile, pour sauver des vies humaines, garantir leur sécurité et celle de nos communautés, pour soulager l'économie paralysée.

Nous exigeons qu'Aéroports de Paris abandonne immédiatement son plan brutal et unilatéral et s'engage à entamer des négociations avec tous les syndicats représentant ses salariés en vue d'un règlement équitable et de bonne foi. Nous suivrons de près la situation et nous mobiliserons nos affiliés aéronautiques solidaires avec leurs collègues en France.